



Sommaire

Edito p. 1

Interview p.3
« Travailler sur les
processus de projet en
concertation avec les
habitants »

Article p. 5
La Rome aux mille visages

Article p.6
**Abus de la "lutte anti-
terrorisme" en Italie**

Article p.8
Détails de Porto Fluviale

Article p.12
Lorsque Rome est déserte,
tout est permis !

Interview p.14
Aziz, « prisonnier sans
murs »

Article p.17
Vivre sur le trottoir suite à
une expulsion...

Carnet de route

UNE DES PRATIQUES ALTERNATIVES DU LOGEMENT A ROME : L'OCCUPATION

Mélanie Playe
Promotion 3
Juin - Décembre 2005

l'école des métiers de l'information . cfd

Edito

Lutte pour le droit au logement ou lutte de pouvoir ?

Quatre mois dans la capitale italienne..une expérience très enrichissante dans tous les sens du terme..Comment résumer tout cela, comment l'expliquer, l'exprimer. Cette expérience est difficile à retransmettre, car le quotidien était constitué de situations conflictuelles, de luttes de pouvoir et d'influence et que trouver ma place au milieu n'a pas vraiment été chose facile. Mais vivre le quotidien des gens d'une occupation, pouvoir observer l'appropriation de l'espace par les gens, quoi de plus formateur sur « ce qu'est l'habiter » pour une architecte ?

Partir appuyer la lutte pour le logement en Italie n'est pas chose aisée. Lorsque l'on sait que seuls 3% des logements en Italie sont des logements sociaux, lorsque l'on sait que Rome, comme toutes les grandes métropoles européennes, subit une hausse des loyers vertigineuse depuis quelques années, on peut imaginer la place des laissés pour compte.

Là où le gouvernement démissionne, les associations prennent le relais. C'est ainsi que ce sont constitués quelques mouvements pour le droit au logement en Italie, cela depuis une trentaine d'années.

Ces associations, en particulier le « Coordinamento cittadino di lotta per la casa », avec lequel j'ai travaillé, ont une politique bien particulière. En échange d'un toit et d'un espace dans un bâtiment public occupé, les gens doivent donner de leur temps pour les assemblées de gestion hebdomadaires, pour les manifestations, pour les travaux ou la propreté de l'occupation. Tout est comptabilisé, listé, les présences sont faites (comme à l'école, cela nous rappelle de bons souvenirs...).

On peut imaginer que tout le monde lutte ensemble pour faire reconnaître le droit à un toit pour tous, droit inexistant dans la constitution italienne. On peut imaginer qu'une association se

battant pour le droit au logement souhaite que les occupants aient des habitations décentes.

Mais la réalité est toute autre. En effet, si les gens s'installent dans un « chez eux », se créent un cocon, une intimité, s'ils se sentent bien dans leur espace occupé, pourquoi continueraient-ils la lutte ? Les laisser dans la précarité est un bon moyen pour les maintenir sous tutelle (et sous pression). Lorsque l'on différencie besoin et droit, les conflits ne peuvent qu'apparaître.

Au cours de cette mission, j'ai pu observer l'instrumentalisation du occupants par le coordinamento, entre autre pour avoir du poids au niveau des manifestations et un peu plus de crédibilité politique. Mais les occupants aussi y trouvent leur compte en utilisant le prétexte du coordinamento, c'est-à-dire la lutte pour le droit au logement, simplement pour avoir un toit. Leur but n'est pas d'obtenir un logement social ad vitam eternam. Chacun y trouve donc plus ou moins son compte.

Au milieu de ces conflits, en essayant de trouver ma place, j'ai pu partager le quotidien des occupants, discuter, échanger, apprendre. L'enrichissement de cette expérience au niveau professionnel est certain, mais l'est encore plus au niveau personnel. Je me rend compte que le peu que j'ai pu apporter à l'occupation et à ses occupants, ils me l'ont rendu au centuple...

Mélanie Playe
Le 2 décembre 2005

« Travailler sur les processus de projet en concertation avec les habitants »

02 décembre 2005

Associer le métier du bâtiment avec les pratiques alternatives, cela peut paraître étrange. Mélanie Playe, jeune architecte en a fait l'expérience dans le cadre du programme en Italie. De retour de sa mission romaine, elle raconte son expérience d'architecte au sein d'une caserne occupée.

En quoi a consisté ta mission à Rome?

Officiellement, je devais m'occuper de la mise en place d'un projet de réhabilitation participatif dans une caserne occupée, gérée par le coordinamento cittadino di lotta per la casa, mouvement de lutte romain pour le droit au logement. Cette caserne, Porto Fluviale, est occupée par 250 personnes depuis 2 ans dans des conditions d'insalubrité et de précarité évidentes. Je devais continuer les travaux de réhabilitation mis en place par la volontaire précédente, mais le coordinamento a décidé de tout suspendre à mon arrivée.

Dans les faits, je me suis retrouvée médiatrice entre le coordinamento et les habitants, cherchant à mettre les intérêts communs avant les intérêts individuels.

Pourquoi cette situation?

Pour éviter que les occupants ne s'installent, il ne faut pas qu'il y ait trop de confort. C'est sur cette logique que les travaux entrepris par les différentes familles (montage de cloisons entre les "appartements", et des réseaux d'eau...) ont été interrompus et clairement interdits.

La politique générale du Coordinamento contraint les occupants à vivre dans des conditions précaires. Selon les responsables de ce mouvement de lutte pour le droit au logement, le confort des occupants entraînerait un désintérêt pour l'obtention d'un logement social et donc une démobilitation pour la lutte.

As-tu rencontré des difficultés particulières?

Je n'ai absolument pas été accueillie par la structure d'"accueil", le Coordinamento. J'ai donc travaillé seule, vivant le quotidien des gens de l'occupation afin de comprendre leurs besoins, leurs droits et leurs rêves. Je n'avais aucun retour sur mes actions, je n'étais pas soutenue par l'association d'accueil. J'étais même plutôt opposée à leur politique.

J'ai participé aux assemblées hebdomadaires de l'occupation où les problèmes étaient "débattus" en public, avec plus ou moins de violence...

Cette expérience s'est révélée particulièrement difficile sur le plan émotionnel, puisque je n'avais aucune légitimité lorsqu'il s'agissait d'intervenir lors de ces débats.



Travaux en cours : construction du mur pour les sanitaires

Cette expérience a-t-elle répondu à tes attentes professionnelles?

J'ai énormément appris au niveau des techniques de construction. Par exemple, j'ai participé concrètement à la réalisation des travaux dans les espaces communs du bâtiment. Il s'agissait principalement de monter les cloisons et les canalisations des sanitaires.

De même, travailler en tant qu'architecte dans une caserne occupée, m'a permis à la fois d'étudier les dynamiques participatives au sein de la structure autogérée et d'observer les mouvements de lutte pour le droit au logement dans la capitale italienne.

Tout au long de ma mission, j'ai été confrontée aux problèmes psychologiques manifestés par les occupants, qui selon moi, résultent des configurations spatiales de l'édifice. Sans intimité, sans espace privé, il est difficile de se construire psychologiquement.

Penses-tu continuer à travailler dans le milieu associatif?

Comme je l'ai vu à Rome, le milieu associatif fait le travail là où l'Etat a démissionné.

Je souhaite continuer à travailler sur l'habitat informel, que ce soit des occupations ou bidonvilles, là où le rôle de l'architecte n'est pas de créer un objet, mais plutôt travailler sur les processus de projet et la transformation des modes d'habiter, en concertation avec les habitants.



Après l'élévation de deux murs, avant la pose de carrelages.

La Rome aux mille visages

20 juillet 2005

Il y a Rome la superbe, l'ancienne, avec ses mille églises, ses palais, ses colonnes, ses obélisques, ses fontaines et ses arcs de triomphe. Il y a la Rome de l'imagination, où toute pierre, tout colonne se dressant, solitaire, permet par la pensée de reconstituer les vestiges de la splendeur passée. Il y a la Rome des monuments historiques : du Capitole au Panthéon, en passant par le cirque de Maxime, les termes de Caracalla, ou la basilique Saint Pierre. Il y a la Rome des architectes, pour qui le voyage est « initiatique », la Rome des vespas, des glaces et pizzas. Il y a la Rome des estivants, celle où les programmes de concerts ou de cinémas en plein air succèdent les uns aux autres, Il y a la Rome des romains, la capitale économique et culturelle...



Intérieur du Colysée, Rome

Et puis il y a la Rome qui grâce à tout cela fait rêver les autres.

Il y a la Rome des demandeurs d'asile, lieu d'espérance des personnes en attente de régularisation, qui dorment à 9 dans des

chambres de 3 lits. Il y a la Rome des immigrés économiques, en situation régulière, qui doivent occuper des postes qui ne valorisent pas leurs compétences, ayant souvent un diplôme étranger non reconnu en Italie. Il y a la Rome des immigrés qui doivent se lever à 5h du matin pour prendre les boulots dont les Italiens ne veulent pas. Il y a la Rome qui abandonne ses bâtiments, délaisse son patrimoine habitable que les associations de lutte pour le logement récupèrent et occupent ensuite afin de faire bouger le gouvernement et d'obtenir des changements dans le droit au logement. Il y a la Rome où l'illégal et le toléré se côtoient, les centres sociaux par exemple, bâtiments occupés frauduleusement, mais proposant des activités diverses pour le quartier, donc tolérés par la commune. Il y a la Rome des occupations où les gens vivent dans des conditions précaires, en attendant et espérant mieux, au terme d'une lutte qui prend leur temps sans compter.



Toit de l'occupation de Porto Fluviale, Rome

Ces différentes Rome coexistent créant un curieux mélange, assez typique des grandes villes, où la Rome délaissée aspire à prendre les autres visages.

Abus de la "lutte anti-terrorisme" en Italie

6 août 2005 par Mélanie Playe

Dans un climat de lutte contre le terrorisme, le Sénat italien a réussi à faire passer un décret-loi sans que personne ne s'y oppose ou ne manifeste. Au lendemain des attentats, alors que tout le monde est encore sous le choc, le paquet Pisanu [1], paquet de mesures anti-terroristes, dans le sillage du Patriot Act, est approuvé par le Sénat, puis par la Chambre des députés.

Ce paquet permet de faire passer la garde-à-vue de 12 à 24h, les interrogations de détenus sans avocats, l'expulsion des immigrés qui seraient une « menace pour la sécurité nationale », une récompense pour ceux qui aident aux enquêtes [2]. Plusieurs amendements ont été rajoutés : interdiction de se couvrir le visage dans un lieu public, autorisation donnée aux militaires de perquisitionner et d'arrêter des suspects en cas de menace d'attentat. C'est grâce à cet amendement, dans ce contexte de lutte anti-terroriste, que les perquisitions ont pu reprendre en toute impunité.

Au **Vittorio Occupato** de Ostie, un centre socio-habitatif où vivent une centaine d'immigrés de trois continents, la police a fait irruption à l'aube, avec violence, et a arrêté 14 personnes. Huit d'entre elles sont revenues au Vittorio Occupato avec un papier en poche, un avis d'expulsion, ces 8 personnes n'étaient pas en règle au niveau du permis de séjour.

Le climat de peur se réinstalle dans les différentes occupations. Peur de la reprise des expulsions, peur des contrôles pour les quelques sans papiers.

A Rome, dans le quartier de l'Esquilin, les forces de l'ordre enchaînent les "ratissages" dans les centres-internets, les marchés, les habitations, arrêtant des dizaines de citoyens immigrés. But déclaré: opération anti-terroriste.



Affiche pour la manifestation en réponse au paquet Pisanu

En réaction à ces actes est organisé une manifestation, samedi 6 août, à Ostie, devant le Vittorio Occupato.



« Non ! Nous ne sommes pas en liberté conditionnelle » à la manifestation d'Ostie

Les habitants de Porto Fluviale se sont mobilisés pour rédiger un tract, qui fut distribué toute la semaine pour sensibiliser leur quartier et les convier à la manifestation.

Dans un climat de peur constante, peur de ne pas avoir le permis de séjour [3], peur de ne pas pouvoir le renouveler, peur d'être expulsés des occupations s'ils ne font pas bien la « lutte », les immigrés doivent de nos jours subir les conséquences de l'amalgame que le paquet Pisanu provoque, insistant sur l'axiome « immigration = terrorisme ».

Sources internet :

- Le monde du 29 juillet : [Le Sénat italien approuve un décret-loi antiterroriste](#)
 - Liberazione du dimanche 31 juillet : [Patriot act made in Italy](#)
- Sources articles (version papier) : dans Liberazione du 31 juillet :
- Rastrellamenti al " Vittorio Occupato", per la polizia è un covo de terroristi. E arrestano Abdul, venditore di braccialetti. Terrorismo, il pacchetto Pisanu è legge. E Berlusconi va all'attacco di Prodi

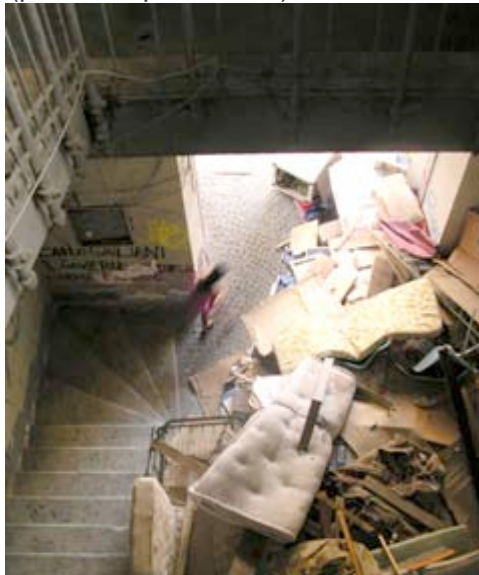
Détails de Porto Fluviale

31 août 2005

Alors que l'automne approche, et que les habitants sont toujours en attente de la "casa vera", les travaux continuent pour améliorer les conditions de vie à l'intérieur de l'occupation.

Profitant du calme régnant grâce au départ en vacances de la plupart des occupants, les travaux de réhabilitation ont continué lentement, mais sûrement.

Ces quelques images tentent de donner une idée plus précise de l'état actuel de l'occupation de Porto Fluviale, que ce soit par des détails anecdotiques ou bien plutôt représentatifs. Pour avoir une idée de l'ensemble, cela n'a pas beaucoup changé depuis **l'état des lieux fait par Manon**. Les travaux actuels prennent place dans les salles de bains communes. Actuellement, il y a une douche chaude, huit douches froides, et dix toilettes en fonctionnement (pour 250 personnes).



Le bas des cages d'escaliers est devenu l'endroit où s'entrepasse tout le mobilier qui ne sert plus, en attente d'être emmené à la décharge. Le monticule grossit peu à peu, personne ne voulant s'en charger, car "personne n'a jamais rien jeté là-dedans". Il a été sujet de discussions très animées lors d'assemblée. En plus d'être un concentré de matériaux inflammables dans une cage d'escalier, il est aussi très dangereux pour les enfants qui l'escaladent en allant chercher le ballon. Les habitants se rejetant la faute, aucune décision efficace n'a pu être prise pour l'instant.



Porte d'entrée d'une habitation

Les portes des différentes habitations sont le plus souvent récupérées dans la rue, vieilles portes avec tapisseries, ou portes

avec chambranle branlant, ces portes sont l'interface entre l'occupant et le visiteur, le seuil, la limite entre l'espace "privé" (si tant est que la notion de privacité existe dans cette occupation) et l'espace semi privé (le couloir de desserte des différentes habitations, qui est assez large pour être un lieu de rencontre, où l'on s'arrête volontiers pour discuter). Cette porte neuve, vitrée, fait office d'exception dans le couloir. La vue a vite été obturée, dès que les travaux à l'intérieur de l'appartement se sont finis.



Ne pas toucher : tableau électrique d'un étage (30 familles) de l'occupation

Le problème de l'électricité est le plus préoccupant. Ces photos montrent les tableaux des étages où chaque habitant vient se connecter grâce à des fils récupérés la plupart du temps, installation plus que vétuste, d'où le disjoncteur est absent. Le système doit entièrement être refait pour ne plus être dangereux,

mais cela insinuerait une organisation et un accord entre tous les habitants, ce qui est loin d'être le cas (mettre 250 personnes d'accord est assez compliqué). De plus, le système actuel permet à chacun d'aller chercher un minimum d'électricité, limitant les dégâts. Si le système est remanié, mis aux normes, cela impliquerait un voltage plus conséquent dans les fils de distribution, et insinuerait que tout manquement à la règle serait beaucoup plus dangereux.



Fils électriques scotchés à l'intérieur d'une habitation.

Les fils sont scotchés pour être connectés entre eux. Installations bricolées, mais "*tant que cela fonctionne, pourquoi changer ?*" disent-ils. Lorsque lors de discussions sur le danger que provoque le réseau électrique (ajoutez à cela les murs en carton et bois, qui sont le support de ce réseau de cablagés), les habitants

essayent de me rassurer en m'assurant que "l'hiver dernier, les chauffages étaient branchés, et le courant sautait lorsque l'électricité était trop sollicitée, il ne fait pas s'en faire, ça fonctionne."



Machine à laver dans la cour de l'occupation

La présence de machines à laver, qui doivent être connectées à la fois à une arrivée d'eau et à l'électricité, pourrait paraître anodine. Mais, ici, comme les fils sont le plus souvent déjà dénudés, bricolés, la promiscuité de l'eau et de l'électricité est assez risquée. Mais il semble qu'elle ne préoccupe personne particulièrement. Les machines à laver tournent ici à longueur de journée, les familles se sont regroupées par 2 ou 3 pour acheter une machine. Ceux qui n'ont pas de machine ont "honte" de

demander aux autres s'ils peuvent utiliser la machine, lorsqu'elle ne tourne pas. Ces machines sont donc devenues un signe de puissance, de richesse, car c'est un des seuls luxes permis ici.



Travaux de raccordement aux descentes d'eaux usées dans les sanitaires.

Les travaux concernant les réseaux d'eau sont en cours. Les raccordements sont effectués avec les moyens du bord, usant un embranchement double alors qu'un simple aurait suffi. On bouche simplement la longueur de tube qui n'est pas utile. Les travaux sont faits par les habitants, qui ne sont ni maçons, ni plombiers. Sachant que le temps est compté avant la fin de l'occupation, que personne ne sait quand elle finira, pourquoi

fignoler les travaux et faire une vrai dalle ? Comment s'organiser lorsque l'on est constamment "en attente" ?

Les travaux sont faits en fonction de l'état existant. On creuse, on trouve un tuyau et on le tord pour qu'il corresponde à l'embranchement de l'évacuation. Ici, tout est bien tant que ça fonctionne.



Affiche dans les sanitaires communs.

"Ne jetons pas le caca dans les WC (lavabo et douche) parce que cela arrive dans la rue". Cette affiche, vieille de deux ans, montre que l'absurdité de la situation, non sans un certain humour !! A certains endroits de l'occupation, les travaux ont été fait dans l'urgence, sans prendre le temps de chercher à différencier les différents réseaux d'eau par exemple. Ainsi, par endroit, les eaux sales se déversent rejoignent les eaux pluviales.



Vue de l'entrée depuis la cour de l'occupation

Ce panorama montre bien entendu les détails les plus "choquants", pour dénoncer l'urgence de la situation. La vie à Porto fluviiale n'est pas un enfer, personne ne vit dans la peur d'incendie (sauf moi) ou d'effondrement du bâtiment (c'est une ex-caserne militaire, donc plutôt solide). Tous ont une vie quasi-normale (j'ai bien dit "quasi".. Peu de personnes pourraient supporter des assemblées à répétitions, la promiscuité forcée, les murs de fortune parce que l'occupation est temporaire, le "sacrifice conscient" pour certains de leur vie actuelle pour un futur meilleur ou pour la famille restée au pays etc..Je les admire pour tout cela..). Ils tiennent en espérant qu'un jour arrive leur " casa vera", récompense ultime de toute cette lutte.

Lorsque Rome est déserte, tout est permis !

5 septembre 2005

Le mois d'août à Rome était particulièrement étrange.. Rome était vide, pas d'embouteillages, pas de Romains, tous les magasins fermés, un vide remplaçant le chaos habituel. On pouvait, anecdote non négligeable, traverser la rue les yeux bandés... Après le 15 août, Ferragosto, week-end où tous les romains désertent habituellement la ville, les magasins commencent à baisser leurs stores à tour de rôle.

Tout est fermé, à tel point que lorsqu'un magasin fait exception, il met un panneau « Ouvert en Août », c'est dire l'ampleur du phénomène. Une ville fantôme... Seulement quelques touristes persistent aux alentours du Panthéon ou du Colisée, mais pas de Romains... Tous disparus...Tous partis respirer l'air frais (ou en tous cas, moins pollué)...



Echoppes fermées pour tout le mois d'août sur une place de Rome.

Ce vide de l'été est évidemment la saison que préfèrent les politiques pour agir en douce, prendre des mesures auxquelles personne ne peut s'opposer, etc. (cf : **le paquet Pisanu**) Les pouvoirs politiques savent pertinemment que lorsque la ville est déserte, les occupations le sont aussi. Les occupants sont, le plus souvent, « rentrés au pays » pour les vacances, ils ne sont donc plus présents pour manifester, protester ou défendre les occupations. Le mois d'août fut donc, comme à son habitude le mois des expulsions.

L'une d'entre elles, particulièrement violente, a engendré une situation assez dramatique.

L'occupation de Porta Maggiore était née de l'initiative autonome d'un groupe d'une trentaine de réfugiés et demandeurs d'asile d'origine érythréenne et éthiopienne. Ils occupaient le bâtiment depuis le mois de juillet, bâtiment ayant déjà accueilli un centre pour la maison des droits sociaux ainsi que d'autres initiatives, toutes emblématiques de l'urgence habitative dans la capitale.

Mais cette occupation n'a pas eu le soutien nécessaire de la part des grands mouvements de lutte romains pour le droit au logement comme ACTion ou le Coordinamento. L'expulsion en a été d'autant plus facile.



Tentes installées au pied du bâtiment anciennement occupé.

Elle a commencé dans le calme, personne n'opposant de résistance. Mais la Commune n'ayant pas prévu de solution alternative, pas de propositions de relogement, les femmes ont alors commencé à entonner, tranquillement, quelques slogans, pour protester contre la situation. La réaction des policiers fut violente : ils ont enfermé les personnes dans deux camions, desquels on entendait seulement les hurlements. Deux demandeurs d'asile se sont retrouvés à l'hôpital, suite à des coups reçus alors qu'ils protestaient contre un policier qui avait mis les mains sur une des femmes.

Ils ont donc dormi dans la rue, sous les fenêtres du bâtiment qu'ils avaient occupé il n'y a même pas deux mois. Durant une semaine, une trentaine de personnes dont cinq femmes enceintes et cinq enfants ont dormi dans des tentes de fortunes, sous la pluie, à la vue de tous. La Commune a mis une semaine pour trouver une solution, car selon elle, les situations de ce genre dépendent de la compétence du ministère de l'Intérieur. « Nous avons individualisé les parcours pour inscrire les familles dans le plan national pour les demandeurs d'asile. Un soutien sera garanti pour les familles, non pour les personnes seules. Les délais seront brefs de toutes façons. »

Les immigrants restent vigilants après une semaine passée dans la rue et deux personnes envoyées à l'hôpital et un en prison, mais ils sont contents. Ils auraient accepté n'importe quoi pour avoir un toit sur la tête.



Panorama des tentes dans le paysage urbain

Faut-il laisser grandir des situations absurdes, comme ces personnes campant en plein centre ville pendant une semaine, pour que les pouvoirs politiques commencent à se pencher sur la question ?? Faut-il une vingtaine de morts pour que Paris se préoccupe un peu plus de ses bâtiments jugés insalubres ?? Faut-il que les solutions soient trouvées dans l'urgence, permettant aux pouvoirs politiques de reporter la faute sur le manque de temps, alors que les problèmes perdurent depuis des années ??

Aziz, "prisonnier sans murs"

28 septembre 2005

Aziz, un des habitants de Porto Fluviale depuis le début de l'occupation, est marocain. A 40 ans, avec sa femme et son fils restés au Maroc, il n'est qu'un exemple (parmi tant d'autres) de la situation difficile que doivent vivre une partie des immigrés économiques qui viennent en Italie.



Intérieur de la casa d'Aziz, cuisine et salon, vue vers l'entrée

Depuis combien de temps es-tu ici, en Italie ?

Je suis à Porto Fluviale depuis 2 ans, mais ça fait trois ans que je suis en Italie. Avant d'arriver ici, j'ai beaucoup travaillé à l'étranger, dix ans entre la Lybie (3 ans), l'Egypte, le Tchad, le Niger. J'aime beaucoup voyager. Au Maroc, on travaille beaucoup pour peu d'argent, mais on n'a pas le choix, il n'y a pas beaucoup de travail. Je me suis marié, j'ai passé seulement une année avec ma femme, puis je suis retourné travailler en Lybie. J'ai ensuite décidé d'aller en Europe. Mon fils est né trois jours après mon

arrivée en Italie. Je ne l'ai jamais vu, mais maintenant, il a trois ans, et on peut parler au téléphone. Dès que j'ai mon permis de séjour, je vais au Maroc le voir. Puis, je demanderais le rapprochement familial si je reste encore un peu en Italie.

Comment es-tu arrivé en Italie, dans quelles conditions ?

J'ai laissé toutes mes affaires en Lybie et je suis parti, en bus avec un ami. Egypte, Jordanie, Syrie, Irak pour arriver en Turquie. On voulait arriver avec le train en passant par la Grèce, mais on nous l'a déconseillé, car il y a trop de contrôles. On a donc changé nos plans et on a décidé d'embarquer à bord d'un grand bateau de pêcheurs. On était une cinquantaine de marocains clandestins, on avait à manger, il y avait des toilettes, tout allait bien. Les pêcheurs travaillaient et les soutes se remplissaient de poissons durant presque une semaine. Puis, nous sommes arrivés dans la mer Internationale.

Là, au milieu de la mer, la nuit, nous avons changé de bateau, et nous nous sommes retrouvés sur une petite barque avec une soixantaine de personnes (trois enfants avec leur mère, et quatre autres femmes), quasiment tous marocains. Nous nous sommes perdus, les vagues étaient énormes, j'ai cru mourir. La barque était comme un papillon, elle se posait à peine sur l'eau. Les conditions étaient horribles, les toilettes bouchées, les vagues remplissaient le bateau d'eau. Nous n'avions pas beaucoup à manger. C'était le ramadan, et ceux qui ne le faisait pas mangeaient tout. J'attendais juste que la mort arrive.

Nous sommes arrivés près de Malte, la Croix Rouge nous a aidé. Elle nous a aidé à réparer notre barque, nous a donné du gazoil et de l'eau. Puis nous avons repris notre route vers l'Italie, mais dans de meilleures conditions. Vingt km avant les côtes italiennes, la douane est arrivée et nous a transvasé sur un grand bateau, nous ont souhaité la bienvenue, on a tous vu un docteur. Puis on est descendu du bateau.

Nous avons passé 24 h dans un hangar, nous avions un lit, de quoi manger... Puis, la nuit suivante, ils nous ont transféré de la Sicile au Centre d'accueil de Crotone. Nous avons été bien accueillis, ils nous ont donné une carte téléphonique, des vêtements, de quoi se laver et faire la lessive. La chose la pire là-bas, est que lorsqu'on voulait manger, il fallait faire la queue, dehors, même s'il pleuvait.

Normalement, on doit rester 30 jours, et à la fin du mois, on passe un entretien.

Es-tu resté jusqu'à l'entretien ?

Non, je me suis enfui au bout de 10 jours. Les policiers sont au courant, c'est normal de s'échapper, faut juste le faire un peu discrètement et pas te faire reprendre. Nous sommes partis par groupe de 8 (en tous, une quarantaine de personnes). Avec des amis, nous avons marché jusqu'à la gare pendant une vingtaine d'heures, sous la pluie, en suivant les lignes à haute tension. Nous avons pris le train vers Naples et nous nous sommes séparés.

Depuis, que fais-tu ici, en Italie ?

Au départ j'ai travaillé dans la récolte des oranges dans le Sud. Puis, je suis arrivé à Ostie chez un ami, dans une occupation. C'est d'ailleurs là que j'ai entendu parlé de l'occupation de Porto fluviale. J'ai une formation de soudeur-chaudronnerie. J'ai travaillé dans le pétrole en Libye, j'ai été soudeur au Maroc. Mais ici, mon diplôme n'est pas reconnu, et, de toutes façons, sans permis de séjour, je n'ai pas le droit de travailler. Alors, je vends des vêtements sur les marchés.

Est-il facile d'obtenir permis de séjour en Italie ?

Lorsque je suis arrivé en Italie, je n'avais pas de papier. J'avais pris soin de jeter mon passeport et autres papiers d'identité avant d'arriver, pour ne pas être expulsé. J'avais laissé ma carte d'identité en Lybie, un ami me l'a envoyé. Mais ici, carte ou

passeport, cela ne sert à rien, ce qui compte c'est le permis de séjour. Ici, on doit attendre plus ou moins trois ans, entre chaque Sanatoria, pour avoir le droit de demander le permis de séjour. J'ai manqué la dernière Sanatoria, et donc, pendant trois ans, je suis obligé d'être illégal.



Intérieur de sa chambre avec des murs de fortune

Que penses-tu du fait d'être ici, en Europe ?

Si j'avais su que c'était ça l'Europe, je ne serais pas venu. Maintenant, je ne peux pas repartir, j'ai tout perdu en venant ici, il faut que je récupère tout ça. Je voulais juste voir ce qu'était l'Europe, puis retourner au pays, mais finalement... On m'avait dit qu'en Europe, tout allait bien, qu'on trouvait du travail très facilement. Mais au contraire, on n'a pas le droit aux soins, on vit toujours caché, on ne peut pas se déplacer librement lorsque l'on n'a pas les papiers. Dans ma région, le Riff, tout le monde a un peu

de sa famille en Europe, en France et en Belgique particulièrement. Ils reçoivent tous de l'argent des expatriés, ils vivent donc bien. Je ne peux pas retourner là-bas et avoir un niveau de vie moins élevé qu'eux, ou alors, je change d'endroit. Cela voudrait aussi dire que j'ai échoué.

Toi qui vit dans une occupation, qu'est ce que c'est pour toi une « maison » ?

C'est le point de départ pour aller chercher la vie. Si tu n'as pas de maison, tu n'as pas de travail, tu n'as pas de stabilité. Si j'avais une maison, je pourrais faire venir ma famille. J'espère qu'on l'aura un jour notre maison, tout le monde ici vit avec cet espoir. Cela voudrait dire aussi qu'on a vaincu le gouvernement. Lorsque tu as une vraie maison, tu peux cuisiner ce que tu veux, tu vis ce que tu veux, personne ne sait ce qu'il se passe à l'intérieur de ta maison.

Que penses-tu de la lutte ?

J'ai la lutte dans le sang, je voudrais une vie bien pour tous. Ici, si on lutte, c'est parce qu'on a l'espoir que ça serve à quelque chose, qu'après cette lutte, on pourra vivre dans une « casa popolare » [1]. Au Maroc, il y a les « gros ventres », les politiques qui n'écoutent pas les gens et ne veulent que s'enrichir. Je vais aux manifestations, parce que ça me plaît, pas parce que je suis obligé. Là, les gens disent ce qu'ils pensent. Si l'on fait beaucoup de manifestations, on pourra changer les choses. Ce que j'aime particulièrement, c'est expliquer aux gens qui nous regardent manifester, notamment les touristes, que ici, beaucoup sont sans maison et que c'est pour cela que l'on manifeste. Les japonais sont souvent surpris. Par contre, je ne peux pas aller soutenir les expulsions, cela m'est interdit, car c'est trop risqué, vu que je n'ai pas encore le permis de séjour.

Es-tu heureux ici ?

Oui et non, il me manque beaucoup de choses : je ne peux pas voyager et aller voir ma famille, je ne peux pas aller au pays tant que je n'ai pas ce permis de séjour. Je me sens comme dans une prison sans mur.

Mon premier rêve serait d'avoir mon permis de séjour. Ensuite, j'aimerais que le Coordinamento nous donne la permission de faire les murs. Comme ça, je pourrais me faire une belle maison...



Aziz, devant sa maison et ses murs en bois récupéré...

Vivre sur le trottoir suite à une expulsion...

3 octobre 2005 avec Karine Seney

La commune de Rome a encore sévi cette semaine, expulsant 58 réfugiés d'une occupation spontanée qu'ils habitaient depuis un mois. Aujourd'hui sans toit, sur le trottoir, ils demandent de l'aide...en vain...



Trottoir de Via Sannio, une semaine après l'expulsion.

A quelques mètres d'un fameux marché romain, Via Sannio, une récente occupation spontanée de réfugiés politiques et demandeurs d'asile, a été vidée le 28 septembre. L'expulsion forcée, organisée par la Commune de Rome, exécutée par les forces de l'ordre a été très expéditive. Damis, un réfugié, vivant avec sa famille, raconte qu'il y avait plus de policiers que d'occupants. « Ils sont rentrés à 50 policiers, ont tout pris, et tout entassé dehors, dans la rue. Tout le monde a dû sortir rapidement sans protester, avec les enfants...Il était 7h du matin et on s'est retrouvé sur le trottoir... Dehors...Avec les enfants qui pleuraient... On a même un nourrisson ici, il a 20 jours... » Damis nous a montré sa carte de réfugié et a ajouté : « Les réfugiés ne sont pas protégés en Italie, je n'ai le droit à rien, même pas à un toit. »

Déjà, depuis un mois, leur situation était très précaire. Ils vivaient à 50 dans une maison abandonnée, sans eau, ni électricité courante. Soucieux de leur avenir et de la réaction du voisinage, ils avaient pris soin d'informer le quartier en apposant sur la grille d'entrée un panneau ainsi qu'une lettre expliquant leur position.

Le propriétaire de cet édifice, abandonné depuis six ans, a entrepris une procédure d'expulsion fulgurante, pour des raisons de travaux. La maison est aujourd'hui murée... Aujourd'hui, la situation est alarmante : Ils n'ont pas d'abri, ils n'ont pas de périmètre qui sépare leur « espace privé » de la rue. Ils dorment dehors, les lits alignés sur le trottoir.



Après-midi sur le trottoir, sous le regard du voisinage
Les conditions sanitaires étant déplorable, la croix rouge intervient tous les jours. En l'espace de deux jours, deux enfants ont

été emmenés aux urgences. Tout le voisinage a les yeux rivés sur eux et l'amas d'affaires personnelles qu'il leur reste. Les passants sont intrigués, surpris, mais non inquiets. Personne ne s'arrête. Alors qu'ils mangent, cuisinent, se lavent et dorment dans la rue, aux yeux de tous, personne ne réagit.

Tous sont en possession d'une carte de réfugié (accordée aux personnes reconnues comme telles selon la **convention de Genève en 1951**) ou d'un permis de séjour pour asile politique. Tous sont donc sous la protection de l'Etat, mais que fait-il pour eux ? Ils rêvent d'aller en Angleterre, où la situation pour les réfugiés est meilleure. Mais ils ne peuvent, étant fichés en Italie. Ils souhaitent quitter ce pays d'« accueil », qui les ignore. Mais, l'Italie n'annulera pas leur carte de réfugiés et n'effacera pas leurs empreintes. La seule solution serait que « les personnes se réclament de nouveau de la protection des autorités de leur pays d'origine » ou bien que « les circonstances leur ayant permis d'obtenir le statut de réfugié "aient cessé d'exister". »(clauses de cessation (art. 1-C, 1 à 6))



Un nouveau né et sa mère, sous une tente installée sur le trottoir.

Aucune association n'est présente sur les lieux. Quelques unes sont passées voir la situation, parmi lesquelles Caritas, MSF, Forum, et ACTION, mais sont dans l'impossibilité d'agir, tant ces situations d'urgences sont nombreuses, et les listes d'attentes, pour obtenir des tentes et couvertures, interminables. Chacun se relance les responsabilités. C'est la politique de la « patate chaude ». La seule solution proposée par la Commune était de reloger, les femmes et enfants dans différents centres d'accueil, dispersés dans la ville. Mais comment peut-on accepter de séparer des familles, alors que c'est tout ce qu'il leur reste. Ils n'ont plus de nation, de parents, de terre, plus rien. Ils ont déjà dû abandonner leur famille dans leur pays d'origine, comment peuvent-ils se séparer des leurs encore une fois.



Campement dans la rue, avec femmes et enfants, jusqu'à ce qu'une solution (provisoire) soit trouvée.

Des personnes, indépendantes de toutes associations, sont venues apporter leur aide pour trouver des solutions de logement, et peut-être, envisager une nouvelle occupation, si aucune autre mesure n'est trouvée d'ici là. La constitution d'un réseau efficace d'associations et de personnes compétentes serait une des premières dispositions à prendre, pour répondre à ces situations d'urgence de plus en plus observées à Rome.